INTERVENTION DE L'ARMÉE EN POLITIQUE

La faiblesse de la classe politique mise en cause

La classe politique est «faible» en Algérie. Une faiblesse qui, selon des politologues, laisse libre voie à l'institution militaire pour intervenir.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - L'institution militaire va-t-elle intervenir dans les prochaines élections présidentielles ? Le Dr Ahmed Adimi, enseignant en sciences politiques et colonel à la retraite est affirmatif et n'exclut pas l'intervention de l'Armée.

«Si le président sortant se porte candidat, il sera automatiquement élu car l'administration va œuvrer pour son élection. Dans le cas où il ne se présente pas, le candidat du cercle présidentiel ne passera pas aussi facilement», a-t-il indiqué hier, lors d'une conférence débat sur les élections présidentielles, organisée par le Front du changement à Alger.

Affirmant que l'institution militaire n'a aucun rôle sur la scène politique depuis 2004, il assure que le problème ne réside pas en l'intervention de l'Armée dans la vie politique mais plutôt en la «faiblesse» de la classe politique. S'agissant de la Constitution, le Dr Ahmed Adimi dira que celle adoptée du temps du président Zeroual, limitant le nombre mandats, était le «meilleur» modèle.

Photo : DR

Dr Ahmed Adimi.

Qualifiant la classe politique de «faible», le politologue Ahmed Choutri affirme pour sa part, que le système en Algérie «hésite et ne veut pas d'une vraie démocratie et d'une vraie opposition». Selon lui, tous les partis politiques se sont disloqués y compris le FLN.

«Qui les a disloqués ? Est-ce l'Armée ou les politiques ?» s'interroge-t-il. Une question qui est restée sans réponse… Intervenant lors de cette rencontre, le président du Front du changement, Abdelmadjid Menasra, a évoqué la rencontre d'un «camarade» avec le chef d'Etat-major, faisant allusion à la secrétaire générale du Parti des travailleurs. Une action qui démontre, selon lui, toute la «faiblesse» politique en Algérie. Quant aux «garanties» données à ce parti politique sur le fait que l'Armée n'interviendra pas lors du prochain rendez-vous présidentiel, Menasra doute de leur crédibilité.

«L'Armée n'interviendra pas dans les prochaines élections, cela signifie qu'elle ne sera pas contre un 4e mandat mais dans le cas où le président sortant ne se porte pas candidat, c'est l'Armée qui s'occupera du choix du candidat», exlique-t-il.

A une question relative au démantèlement des services de renseignements, le Dr Adimi précise qu'il s'agit d'une restructuration du service. «Il n'y a point de démantèlement mais plutôt d'une restructuration qui s'inscrit dans le cadre de la professionnalisation de l'Armée nationale», dit-il.

Toujours est-il, il n'a pas manqué de dénoncer la façon dont ce sujet a été abordé sur la place publique et surtout par une personne «non habilitée».

Une restructuration dont le timing est, toutefois, «suspect» pour le président du Front de changement.

R. N.

DIALOGUE EURO-MÉDITERRANÉEN

Les 5 pays du Maghreb restent passifs, divergents

Les cinq pays de la rive sud de la Méditerranée occidentale, engagés dans un dialogue avec les 5 pays de la rive nord, restent passifs.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Les pays du Maghreb « n'ont pas tiré tout le potentiel du dialogue 5+5 », estimait hier l'universitaire marocain, Fouad Ammor, chercheur au Groupe d'études et de recherches sur la Méditerranée (GERM) de Rabat, lors d'une conférence-débats à l'hôtel Hilton.

Invité de l'Institut national d'études de stratégie globale (INESG), cet universitaire a considéré que les pays maghrébins sont restés dans une posture «passive» par rapport à leurs homologues européens. Certes, le dialogue 5+5 qui a été réellement impulsé depuis 2001 reste un «cadre informel» d'échanges entre les 10 pays de la Méditerranée occidentale, expliquait-il, mettant en avant son utilité.

Néanmoins, Fouad Ammor relève l'absence de concertation entre les pays maghrébins «en amont» des réunions et rencontres organisées régulièrement (plus d'une douzaine depuis 2001) et portant sur des problématiques assez diverses. Certes, l'Algérie joue un rôle proactif, notamment dans le domaine de la sécurité alimentaire, note ce chercheur.

Pour autant, l'«agenda» des réunions des 5+5 est généralement fixé selon des desiderata européens, laisse-t-il entendre, et porte principalement sur des problématiques d'ordre sécuritaire, liée aux flux migratoires mais dont les dimensions socioéconomiques manquent d'intensité. Voire, le dialogue 5+5 évolue vers un dialogue 5 (pays de la rive Nord)+1+1+1+1+1 (pays de la rive sud), observe-t-il.

Autre grief, un manque d' action «harmonieuse, unitaire», un déficit de convergence entre les pays maghrébins, s'agissant notamment de la libre circulation des personnes.

Constatant que les 5 pays du Sud ne cessent de revendiquer de leurs homologues du Nord davantage de flexibilité et de facilitations quant à la mobilité, l'invité de l'INESG stipendiera, ce faisant, le déficit de convergence entre les pays maghrébins.

D'où l'invite directe de ce chercheur marocain à «l'ouverture» des frontières entre les pays maghrébins, une nécessité pour une meilleure réactivité et efficacité de ce dialogue.

Egalement, Fouad Ammor plaidera, dans le cadre de la construction maghrébine, pour une approche moins «essentialiste» (basée sur les facteurs communs aux pays maghrébins, leur essence) mais davantage «fonctionnaliste», basée sur le modèle intégrationniste poursuivi par l'Union européenne.

Et ce dans la mesure où la dimension liée au codéveloppement, au développement régional intégré est à prendre en considération, plaide-t-il, d'autant que le «gap» socioéconomique entre les deux rives ne cesse de s'accroître.

En outre, le chercheur marocain en appelera à mettre en place un cadre de suivi et d'application des recommandations des différentes réunions des 5+5 et de le doter des moyens logistiques et humains idoines.

C. B.

Réponse à la mise au point de M. Amara Benyounès

Le président du MPA, Amara Benyounès, considère dans sa mise au point publiée dans notre édition d'hier, que les propos rapportés, dans l'article paru dans l'édition du 16 février 2014, du *Soir d'Algérie*, sous le titre «Tout en blanchissant Saïd Bouteflika, Amara Benyounès accable Saâdani», sont approximatifs et/ou erronés.

Il convient de rappeler au ministre du Développement industriel et de la Promotion de l'investissement qui a précisé qu'«Il n'était pas dans mon intention d'accabler qui que ce soit et encore moins Saâdani», que le journaliste du *Soir d'Algérie*, et non pas collaborateur, Mehdi Mehenni, n'a pas jugé de vos intentions mais s'est simplement référé à vos déclarations. Afin de rafraîchir la mémoire de l'invité du forum du quotidien arabophone *Echourouk,* voici quelques extraits de l'article paru en date du 15 février, dans le même journal : «Après avoir affirmé (Amara Benyounès ndlr), que l'homme politique (Saâdani ndlr), est seul responsable de ses propos, il a certifié que c'est une tentative d'un naufragé (Saâdani ndlr), qui s'accroche à une bouée de sauvetage, en faisant allusion à la crise que connaît la maison FLN».

Pis encore, dans les colonnes du même quotidien arabophone, il est souligné : «Parlant en connaissance de cause, et s'adressant au SG du FLN, le président du MPA a indiqué : Saâdani est l'enfant du système, qu'il nous dise alors, comment il a rejoint le FLN, quel chemin a-t-il pris et quelle influence a-t-il pour être arrivé à la tête de ce parti». Si ce qui a été jusque-là avancé ne semble pas convaincre Amara Benyounès, il y a lieu d'ajouter cette phrase assassine tenue par lui-même et rapportée par *Echourouk* : «Les attaques du SG du FLN contre les services de renseignements et leur chef le général Toufik, visent réellement la personne d'Abdelaziz Bouteflika».

Le président du MPA, qui a dû être rappelé à l'ordre, d'où sa mise au point, doit certainement se souvenir qu'il a aussi tenu ces propos : «Les accusations portées par Amar Saâdani contre le général Toufik, le présentant comme l'architecte du mouvement de redressement au sein du FLN, ne reflètent que son échec à unir les rangs du parti ». Maintenant, c'est à l'opinion publique de juger si vous avez accablé Amar Saâdani ou non.

Enfin, et pour faire le point sur ce que vous vous êtes empressé d'avancer dans votre mise au point en affirmant : «je n'ai donc jamais suggéré qu'une force occulte instrumentalisait Saâdani comme voudrait me le faire dire votre journaliste dans ses commentaires tendancieux», soyez rassuré M. Amara Benyounès, le journaliste du *Soir d'Algérie* s'est simplement posé la question puisque vous avanciez : «Ni Bouteflika, ni son frère Saïd ne sont derrière lui, encore moins l'ont chargé de s'attaquer au département du renseignement». La question de savoir, s'il y a un autre courant au pouvoir qui agite Saâdani puisque vous affirmez qu'«il n'y a aucun conflit entre la Présidence et l'institution militaire». Une question des plus légitimes, dans notre mission d'informer l'opinion publique, que nous assumons d'ailleurs, et que nous avons pris le soin de ne pas la mettre entre guillemets.

CHOUHADA SANS SÉPULTURE

La douleur des familles reste vive

Les témoignages des anciennes moudjahidate et veuves de chouhada se sont succédé hier au forum d'*El Moudjahid *pour rappeler à l'opinion publique des combattants qui ont choisi de donner leur vie pour leur pays. Un hommage particulier a été rendu à ceux dont les corps n'ont pas été retrouvés à ce jour et qui n'ont pas eu de sépulture.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - C'est l'association Mechaâl Echahid qui a pris l'initiative de réunir des membres de familles des chouhada et principalement leurs veuves pour leur rendre hommage. Si le thème choisi est relatif aux chouhada sans sépulture, l'occasion a aussi été d'évoquer le parcours et les sacrifices hors du commun de ces hommes.

Ainsi et selon M. Abed, président de l'association Mechaâl Echahid, il n'existe pas de statistiques ni une idée sur le nombre de chouhada dont les corps n'ont pas été retrouvés et qui donc n'ont pas eu de sépulture. Les membres de leurs familles déplorent cette situation exprimant toute la douleur qu'ils ressentent à ne pas savoir où aller se recueillir sur la mémoire des défunts.

«Il nous est pénible de penser que leurs corps sont restés dans la nature, dans les monts et forêts, qu'ils ont été déchiquetés et dévorés pas les bêtes sauvages», a déclaré l'ancienne moudjahida et veuve de Ali Mellah qui ne manquera pas d'évoquer les tortures qu'elle a subies à l'instar des autres moudjahidate. Pour l'intervenante, il est important de rendre hommage à ces femmes et hommes qui rappelle-t-elle «ont tout laissé derrière eux, ont tout abandonné pour se consacrer à la libération de leur pays par les armes». Pour l'organisateur de la rencontre, il était nécessaire de laisser parler ces femmes, car dira-t-il qui mieux qu'elles, les anciennes compagnes de ces martyrs, peuvent mieux évoquer leur parcours et leurs sacrifices. «Pour une fois, on ne parle pas en leur nom, sans discours politiques, rien qu'un hommage émouvant et témoin de l'histoire», a confié le président de l'association Mechaâl Echahid.

Actuellement, beaucoup de familles continuent de rechercher sans relâche les lieux où ont été enterrés leurs martyrs, en vain.

Hier, un hommage leur a été rendu dans le cadre du Forum d'*El Moudjahid,* à la veille de la Journée du chahid.

F.-Z. B.